

— QUAND LES — CHOCs S'ACCUMULENT

Le pessimisme ronge petit à petit les chefs d'entreprise. Et rien n'indique que des horizons plus clairs peuvent apparaître.

Les études se suivent et se ressemblent. Elles sont nombreuses, et elles montrent le même résultat : la situation économique est extrêmement difficile, et rien n'indique qu'un vent d'espoir puisse se mettre à souffler. Parmi les multiples enquêtes, une mérite qu'on s'y attarde, celle effectuée par le cabinet de juristes d'affaires ARC, qui dévoile avec une régularité qui permet le recul et la réflexion, des chiffres sur la santé financière des entreprises françaises. Son président, Denis Le Bossé, qui a vu passer quelques crises, remarque toutefois qu'une notion se dégage. Celle d'une crise de confiance. Elle est le résultat d'une succession ininterrompue d'autres crises, commencée par le Covid, poursuivie par la guerre en Ukraine, les conflits au Moyen-Orient, la dissolution et la saga budgétaire, la crise climatique. C'est une addition salée que doivent régler les patrons, frappés par la hausse des coûts de l'énergie, des matières premières, des prix. « *Les dirigeants sont très pessimistes face à une accumulation de chocs que les bilans peinent à absorber* », constate Denis Le Bossé, pointant les **94 % de patrons qui n'anticipent aucune amélioration de la conjoncture dans les six prochains mois**. D'autres chiffres, en vrac, viennent conforter cette analyse : un chef d'entreprise sur deux estime qu'il faudra entre 3 et 5 ans, voire davantage, pour effacer les séquelles financières de la situation actuelle, 8 sur 10 jugent que le contexte économique et géopolitique constitue un frein aux décisions d'investissement de leurs clients, 72 % anticipent une augmentation des dépôts de bilan.

Ce qui est intéressant dans l'analyse de Denis Le Bossé, c'est qu'au-delà de ces grands phénomènes, il pointe quelques défauts récurrents, qui, s'ils n'expliquent pas tous les problèmes, contribuent à les amplifier. Le premier d'entre eux est la création d'entreprise à un euro. Oui, c'est positif d'encourager l'esprit d'entreprendre. Et on est ravis quand Bpifrance constate que près de 6 jeunes Français sur 10 sont engagés dans une dynamique entrepreneuriale, qu'ils en soient à l'intention, au stade de porteur de projet, ou déjà chefs ou ex-chefs d'entreprise, soit deux fois plus que chez les 30 ans et plus. « *Mais créer sans fonds propres ne donne aucune crédibilité auprès des banques et comme les assureurs crédit réduisent la voilure, les entreprises sont contraintes de payer leurs fournisseurs au comptant* », pointe Denis Le Bossé. On voit des entreprises sous-dimensionnées, qui ne sont pas suffisamment soutenues et accompagnées juridiquement pour anticiper leurs difficultés. Pour rappel, selon une étude du cabinet Ellisphere, à fin juillet 2026, 71 694 entreprises ont fait l'objet d'un redressement ou d'une liquidation judiciaire au cours des douze derniers mois, soit une hausse de 5,2 % par rapport à l'année précédente. Il faut se souvenir que 68 % des liquidations concernent des entreprises disposant d'un capital inférieur à 10 000 €. « *Ce ne sont que quelques milliers d'euros qui manquent aux entreprises qui déposent le bilan parce qu'elles ne parviennent pas à payer leurs fournisseurs ou le salaire d'un ou deux collaborateurs* ». Si des dispositifs, comme

« Ce ne sont que quelques milliers d'euros qui manquent aux entreprises qui déposent le bilan parce qu'elles ne parviennent pas à payer leurs fournisseurs ou le salaire d'un ou deux collaborateurs »



la médiation du crédit ou des entreprises, existent, ils ne sont toutefois pas suffisamment connus ou utilisés, 6 patrons sur 10 ignorant leur mission.

MAUVAIS PAYEURS

L'autre poison lent de l'économie française, ce sont les retards de paiement. « On arrive à 19 jours, ce qui constitue un record sur les douze dernières années », calcule le dirigeant. « Ils deviennent une variable d'ajustement qui pénalise les plus fragiles, en dépit des dispositifs mis en place. C'est affolant de constater qu'on atteint les 20 milliards € d'impayés, qui sont dans la nature au lieu de faire tourner les trésoreries des TPE-PME ». La proposition du sénateur Olivier Rietman consistant à plafonner le montant de l'amende administrative à 1 % du chiffre d'affaires de l'entreprise sanctionnée (c'est actuellement une amende de 2 M€) ou encore l'éventuelle création d'une notation « délais de paiement » permettant d'évaluer le comportement des sociétés pourraient aider, mais ne résoudre pas tout.

Certains brandissent la facture électronique comme une solution miracle. « Pas si vite », répond Denis Le Bossé. « Dans un premier temps, sa mise en place va aboutir à un accroissement des délais, en raison d'une période d'adaptation et de mutation pour organiser les process de validation. On sait très bien que les mauvais payeurs prendront toujours du temps à viser les factures ».

Certes, la facture électronique assurera une traçabilité standardisée et objective des dates d'émission, de réception et de règlement des factures. Mais l'expérience du secteur public démontre aussi que rien n'est acquis. « La facture électronique, par le biais de Chorus Pro, y existe depuis dix ans », souligne Denis Le Bossé. « Pourtant, les délais du secteur hospitalier, notamment, battent toujours des records. Et conduisent une majorité de TPE à refuser de répondre aux appels d'offres du secteur public car elles craignent de ne pas être réglées dans les délais. Je ne dis pas qu'il n'y a pas eu de progrès, ou qu'il n'y a pas de collectivités territoriales très vertueuses, mais simplement que les mauvaises habitudes continuent de perdurer ». Et ces délais détériorent les relations, les plus petits hésitant, voir renonçant, à relancer leurs clients grands comptes, par peur de perdre le contrat.

L'horizon ne semble guère se dégager, alors que la campagne électorale va mettre les réformes à l'arrêt et ne prend guère en compte les préoccupations réelles des TPE-PME. 61 % des patrons craignent ainsi que la situation économique continue à se dégrader dans les six prochains mois. « Je ne vois pas de perspective qui puisse conduire à sortir de la spirale des crises successives, si ce n'est le retour à une stabilité politique et budgétaire, notamment en France », conclut Denis Le Bossé. « Ce n'est pas de nature à encourager et rassurer les dirigeants ».